

**Plan :**

- **L'origine de nos retraites par répartition** p 2
- **Le Patronat n'a jamais accepté ce contrat social révolutionnaire.** P 3
- **La première attaque : La réforme Pompidou de 1967** p 4
- **La grande offensive néo-libérale qui « nécessite la réforme » des Retraites.** p 5
- **« La » réforme des Retraites, dans la grande offensive néo-libérale** p 6
- **L'offensive Néo-libérale contre les Retraites** p 7
- **Les stratégies mises en œuvre pour imposer « Les » réformes néo-libérales** p 8
- **La réforme Macron dans la continuité des réformes néo-libérale.** p 11
- **La réforme Macron dans un contexte radicalement différent** p 12

## L'origine de nos retraites par répartition

- Le programme du Conseil National de la Résistance

« Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours<sup>1</sup> »

- Le contexte très particulier de la Libération
  - la lutte de Libération nationale a réussi
  - le patronat s'est compromis avec l'occupant
  - deux forces politiques dominent ( les Communistes et les Gaullistes )
  - la nécessité d'un certain consensus pour reconstruire la Nation
  - La division Est – Ouest du monde

↳ La retraite s'inscrit dans

« un plan complet de Sécurité sociale,  
visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence,  
dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail.<sup>2</sup> »

On décide alors d'une **généralisation de la Sécurité Sociale** ( Les Retraites en font partie )

Pour cela, il est décidé de

**prélever chaque année sur la richesse nationale produite, une part**  
pour mettre en œuvre ce projet politique :

Une **retraite décente**  
**assurée par la Solidarité nationale ( voir le tableau annexe 1 )**

Mais

- on ne part pas de rien : Il existait alors dans certains secteurs des caisses de retraites
- et ça ne se fait pas sans heurts et sans résistance

- Le **Régime Général** unificateur est institué avec des compromis
- Les Professions libérales refusent de cotiser avec les salariés => Les **Régimes Autonomes**
- Les agriculteurs gardent leur régime agricole : La **Mutuelle Sociale Agricole ( MSA )**
- Les **Régimes Spéciaux**, pour les fonctionnaires sont maintenus

La **retraite par répartition**, dans le cadre d'une **Sécurité Sociale généralisée**, est garantie par **l'État Social** ( ≠ providence )

c'est un **élément clé du Contrat Social d'après guerre**,  
un des **pilliers<sup>3</sup> de la Reconstruction nationale**

**Les français tiennent toujours à ce contrat social**

---

1 Dans « *Les jours Heureux* » : le Programme du Conseil National de la Résistance

2 Dans « *Les jours Heureux* » : le Programme du Conseil National de la Résistance

3 À côté des **Services Publics** : transport, Poste... , du droit à l'énergie (eau, EDF, GDF... )

et de l'**intervention de l'État dans l'économie** : **Planification, nationalisation des Banques**, des **sources d'énergie** : charbonnage, gaz, électricité ... l' **État social** est un pilier du consensus pour reconstruire la Nation après-guerre.

## **Le Patronat n'a jamais accepté ce contrat social révolutionnaire.**

Dans le système capitaliste, seuls les **propriétaires du capital** gèrent la **Valeur-Ajoutée**<sup>4</sup> dans l'entreprise. C'est une fonction qu'ils détiennent de leur **titre de propriété**.

Les **élus de la Nation** gèrent également une partie de la valeur produite, celle qui passe par **l'impôt redistributif**.

Mais jusque là, **jamais les ouvriers n'avaient géré la Valeur-Ajoutée dans l'entreprise**.

Or, le financement de **la Protection Sociale, ne passe pas par l'impôt**, mais par des cotisations sociales, prélevées sur la Valeur-Ajoutée créée par le travail des salariés.

Et, les caisses de Sécurité Sociale<sup>5</sup>, qui sont créées, sont gérées par des **élus** présentés sur **liste syndicales**

- 75 % d'élus ouvriers
- 25 % d'élus patronaux

Avec cette organisation, les salariés reçoivent le **revenu** du fruit de leur travail de deux manières :

- un salaire net ( à la fin du mois, de la quinzaine ou de la semaine...)
- un salaire socialisé ou différé (on trouve les 2 termes)

**revenu** distribué lorsqu'ils ou elles sont

- en arrêt **maladie**
- en **retraite**
- en **accident du travail**
- en congé **maternité**

## **Ce changement est révolutionnaire**

- On sort de la logique **capitaliste** qui laisse aux seuls propriétaires du capital le droit de disposer de la Valeur-Ajoutée dans l'entreprise
- mais on n'est pas dans le modèle **socialiste étatique d'Union Soviétique** où seul l'État gère la Valeur-Ajoutée.

---

4 **voir le tableau annexe 2**

5 Le terme Sécurité Sociale désigne alors l'ensemble des quatre Caisses

## La première attaque : La réforme Pompidou de 1967

La première attaque contre la Sécurité Sociale est mise en œuvre, **1967**, par le gouvernement **Pompidou**, sous la présidence de **De Gaulle**.

Le contexte a changé depuis l'après guerre

- Le patronat a perdu son image de collaborateur et repris de la légitimité avec la période d'expansion des années qu'on a appelé « les 30 glorieuses »
- La droite Gaulliste est dominante au niveau politique, la gauche, divisée, est plus faible.

### La réforme Pompidou

- Les administrateurs de la Sécurité Sociale **ne sont plus ÉLUS** par les salariés et les employeurs, **mais DÉSIGNÉS** par les organisations syndicales ouvrières et patronales.
- Le rapport entre les représentants de salariés et ceux des employeurs change complètement
  - **50 %** pour les représentants des Salariés ( au lieu de **75 %** d'élus ouvriers )
  - **50 %** pour les représentants du patronat ( au lieu de **25 %** d'élus patronaux )

La gouvernance de la sécurité sociale, sous une forme de

- **démocratie représentative**, dans laquelle
- les **salariés** sont **majoritaires**, disparaît au profit d'
- un **paritarisme** ( syndicats ouvriers et patronaux à égalité ) avec une influence importante accordée à
- une **technocratie gestionnaire**.

- La Sécurité Sociale est divisée en **4 caisses autonomes** qui doivent **s'équilibrer** :
  - La caisse **maladie**
  - La caisse **retraite**
  - La caisse **accident du travail**
  - La caisse d'**allocations familiales**

Cette réforme de la Sécu, passera au Parlement

- au cours de **l'été 1967** ( L'été, la lutte syndicale est plus difficile à mobiliser )
- et par **ordonnance** ( C'est à dire **sans discussion du texte** par le Parlement )

On change de **logique** :

La priorité n'est plus de **décider démocratiquement** de la part de la richesse nationale qu'on affecte à la protection sociale et de faire **gérer les cotisations sociales** par des **élus (représentants des intéressés)**. La priorité devient de **gérer** des caisses entre **gestionnaires désignés** par les organisations syndicales salariales et patronales en nombre égal.

La fonction hautement **politique** (celle de **décider des priorités** dont le Pays a besoin) devient seconde au profit de la fonction **technique** (celle de gérer des enveloppes budgétaires ). Les *techniciens de la gestion* prennent le pas sur les *élus des salariés*.

## La grande offensive néo-libérale qui « nécessite la réforme » des Retraites.

- Le contexte des années 1970-1980-1990 :

- Pour reconstituer ses marges, le capitalisme internationalisé adopte les théories économiques Néo-Libérales, préconisées par l'**École de Chicago**<sup>6</sup>

- Le coup d'État au **Chili** (1973) a décapité les forces de gauche et laminé les résistances. Sous la **dictature de Pinochet**, les multinationales américaines ont les mains libres et l'école de Chicago dispose du territoire chilien pour expérimenter les politiques néo-libérales.

- Au cours des années 1980, le néo-libéralisme devient la référence pour conduire l'économie mondiale. Il fait consensus entre le FMI, la Banque Mondiale, les États-Unis de Reagan et l'Angleterre de Thatcher<sup>7</sup> « *Il n'y a pas d'alternative* ». C'est ce qu'on appelle le **Consensus de Washington**.

Dans cette approche socio-économique, ce n'est plus, comme en 1945, au **Politique** de penser et d'organiser le contrat social en fonction d'une *vision de l'intérêt général*. C'est au **Marché** de réguler les rapports sociaux. Il est demandé aux États de ne pas perturber la concurrence « libre et non faussée » du Marché mondial, et d'étendre ce marché à l'ensemble des relations économiques (santé, services, éducation...).

- En 1989, la chute du mur de Berlin renforce la domination capitaliste. C'est « *La fin de l'histoire* »<sup>8</sup> écrira en 1992 Francis Fukuyama<sup>9</sup>. Warren Buffet<sup>10</sup>, explicite en 2005 la thèse du politologue par la formule : "*Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner.*"

- **L'offensive néo-libérale** vise à

- permettre aux **capitaux de circuler librement dans le monde** pour *s'investir à l'endroit où le profit est le plus intéressant* pour eux.

- et mettre en **concurrence sur un marché mondialisé**, les travailleurs organisés qui ont acquis des **droits** et disposent de **protections sociales** (ceux des Pays développés) avec la masse des travailleurs potentiels qui n'ont pas ces droits et ces protections.

- La création de l'**OMC** ( janvier 1995) donne un cadre international au **Marché**, qui doit devenir le référent exclusif des échanges. L'OMC échappe aux références humanistes et éthiques de l'ONU.

Les accords CETA, JEFTA, Mercosur... TAFTA, sont dans cette logique.

- L' Union Européenne adhère à ce *Consensus de Washington* et adopte la **Stratégie de Lisbonne** (signée en 2000, révisée en 2005 )

- La **Protection Sociale** (dont les **Retraites** font partie), **doit s'inscrire dans les échanges marchands**. Le capitalisme veut se réapproprier les sommes colossales de la protection sociale qui échappent au marché financier et n'offrent aucune possibilité de faire du profit.<sup>11</sup>

---

6 théorisé par Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976 et quelques autres...

7 « *La société, c'est qui ? Ça n'existe pas ! Il y a des hommes et des femmes, il y a des familles, et aucun gouvernement ne peut faire quoi que ce soit, si ce n'est à travers les gens.* » cité dans le Monde Diplomatique

8 **La Fin de l'histoire et le Dernier Homme** ( essai ) L'auteur voit dans la chute du mur de Berlin la suprématie absolue et définitive du modèle de démocratie libérale américain.

9 *Francis Fukuyama* : politologue américain néoconservateur, qui a servi l'administration Bush

10 *Warren Buffet* : milliardaire américain, 1ère fortune des États-Unis dans une interview de CNN en juin 2005, cité par le New York Times ( le 26 novembre 2006)

11 Pourquoi payerais-je des dividendes aux actionnaires des sociétés d' assurances, si la solidarité nationale, à laquelle je contribue, assure ma protection sociale ?

## « La » réforme des Retraites, dans la grande offensive néo-libérale

En France, la mise en œuvre des orientations néo-libérales se heurte de front au **Contrat Social d'après guerre**. Et, la très grande majorité des français tient à ce contrat social.

Denis Kessler<sup>12</sup>, ancien vice président du Medef, dans **Adieu 1945**<sup>13</sup> ! exprime clairement l'affrontement entre le programme du Conseil National de la Résistance et le programme néolibérale conduit par le gouvernement Fillon, sous Sarkozy.

*« Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.*

*Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...*

*il y a une profonde unité à ce programme ambitieux (celui du gouvernement Fillon sous Sarkozy). La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. **Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !***

*Cette « architecture » singulière a tenu tant bien que mal pendant plus d'un demi-siècle. Elle a même été renforcée en 1981 ...par le programme commun.*

Les orientations néo-libérales adoptées par l'Union Européenne<sup>14</sup> se heurtent, en France, au coût du travail dont les protections sociales sont une composante ( Sécurité Sociale, Retraites... ). « La » réforme des Retraites, de la Sécurité Sociale, comme « les » réformes du droit du travail ou du statut des fonctionnaires, s'impose si on veut conduire ces politiques néo-libérales.

Nos dirigeants, pour mettre en place ces choix politiques sont en difficultés, car, contrairement à la dictature du Chili de Pinochet, ils sont confrontés à des élections régulières.

### **Il y a contradiction entre les orientations néolibérales et la démocratie.**

Aussi, depuis 30 ans, nos dirigeants doivent ruser et avancer masqués.

---

12 Denis Kessler ancien vice président du Medef, administrateur au sein de BNP Paribas, Bolloré Investissement, Dassault Aviation... alors président du groupe SCOR une société de réassurance. ( l'assurance pour les sociétés d'assurances )

13 dans **Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde** l'éditorial du journal « **Challenges** » en octobre 2007

14 « rendre l'Europe plus attrayante pour les investisseurs » texte de la Commission européenne, « **Travaillons ensemble pour la croissance et l'emploi – Un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne** » ( février 2005 )

## L'offensive Néo-libérale contre les Retraites

En France l'**offensive néo-libérale** contre les Retraites, a commencé il y a une trentaine d'années.

*Son but ultime :*

- Faire disparaître le DROIT à une retraite acquise par **le travail**<sup>15</sup> ( retraite par **répartition**) et
- Conduire chacune et chacun à se construire un revenu pour ses vieux jours, lié à sa capacité d'**épargne**. ( retraite par **capitalisation**)

Les temps de **La réforme** des retraites :

- dès **1987**

**Balladur**, ministre de l'économie il met en place le « plan **épargne-retraite** » défiscalisé

- en **1993**,

**Balladur**, 1<sup>er</sup> ministre : sa réforme vise à **diminuer le revenu** de chaque retraité

- Chacun.e doit cotiser 40 ans au lieu de 37 ans 1/2
- Le montant de sa retraite est calculé sur les 25 meilleures années au lieu des 10 meilleures

- en **1995**

**Juppé** échoue dans sa tentative de faire, dans le secteur public, ce que Balladur a fait 2 ans plus tôt dans le privé. Après 5 semaines de grèves, il renonce.

- en **1997**

**Strauss-Kahn**, ministre des finances, propose les « **Fonds partenariaux** <sup>16</sup> » : Une forme de retraite par capitalisation.

- en **2003**

**Fillon**, ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité

- Les fonctionnaires doivent cotiser 40 ans au lieu de 37 ans 1/2

Il réalise dans la fonction publique, ce que Balladur a fait en 1993 et que Juppé n'a pas réussi à faire en 1995 : **diminuer le revenu** de chaque retraité

- Plan d'Épargne pour la Retraite Populaire (PERP) avec exonération d'impôt

C'est la logique de continuité de **Balladur** en **1987**

- en **2010**

**Sarkozy** reporte l'âge de la retraite de 60 à 62 ans

Il **diminue le nombre de retraités** à rémunérer.

La réforme **Macron, Philippe, Delevoye** s'inscrit dans cette continuité, mais dans un contexte très différent. (voir plus loin)

---

15 Dans la retraite par répartition, j'ai droit à un revenu parce que **j'ai cotisé pendant ma vie professionnelle**  
Si je veux un revenu lorsque je serai âgé, je dois acquérir ce droit en constituant une **épargne** pendant ma vie.

16 Ce sont des « **Fonds de pension** » à la Française

## Les stratégies mises en œuvre pour imposer « Les » réformes néo-libérales

Nous avons vu que, depuis 30 ans, les gouvernants butent sur une contradiction. Ils tentent de mettre en œuvre les **orientations néolibérales** du capitalisme (« *défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance* »), alors que la grande majorité des français tiennent au Contrat social acquis à la Libération<sup>17</sup> (dont les *retraites par répartition* et la *protection sociale* font partie). Contrairement au Chili de 1973, les français sont de citoyens **électeurs**<sup>18</sup>.

Les stratégies mises en œuvre pour tenter de contourner la démocratie et d'imposer « Les » réformes néo-libérales ( dont celle des Retraites) passent par

### d'abord la communication.

- **Ne pas dire le but à atteindre** puisque les citoyens ne le veulent pas (on perdrait les élections) *Dissimulation*

- Présenter « la » réforme comme *indispensable*  
« *Les gens vivent de plus en plus vieux, les retraités sont de plus en plus nombreux... On ne peut pas faire autrement .... C'est mathématique.*»

- Sans alternative possible . « *Il n'y a pas d'alternative* » ( *Thatcher* )

On ne peut pas penser une autre répartition des richesses produites, alors que la richesse nationale augmente chaque année, et double + ou - tous les 20-25 ans.

Il y a contradiction entre les orientations néolibérales et la démocratie.

- **Dire ce que les gens souhaitent entendre,**

- La réforme c'est pour « *sauver* » les retraites, la Sécurité Sociale
- La réforme c'est pour la *Justice*, c'est pour *l'équité*
- « *après [la réforme], ce sera mieux qu'avant* » Delevoye sur France-Inter
- La réforme c'est pour *sécuriser les jeunes générations* qui croient qu'elles n'auront pas de retraite.

C'est au nom de valeurs de 1945 : La **Justice sociale**, par la **Solidarité nationale**, pour **sécuriser** notre vie de la naissance à la mort qu'on détruit « *methodiquement le programme du Conseil National de la Résistance* »

- **Utilise un vocabulaire qui dissimule** la réalité, en changeant les représentations.

### Illustration :

---

<sup>17</sup> voir p 1 note de bas de page 3 les piliers du Contrat social d'après guerre

<sup>18</sup> Contrairement au **Chili** où le néo-libéralisme est expérimenté, après un coup d'État, et mis en œuvre sous la dictature de Pinochet. La volonté populaire avait été écrasée. (Voir La Stratégie du choc Naomi Klein 2007)



- **Les retraites, revenu** des travailleurs et les travailleuses âges<sup>19</sup>, financées par des **cotisations sociales**<sup>20</sup> payées par l'entreprise, sont présentées comme des « **charges patronales** » qui pèsent sur la compétitivité des entreprises. Le coût du **travail** (charge salariale pour l'entreprise) est présenté comme une charge **patronale**.

En réalité, pour l'entreprise, les véritables **charges patronales**. **Les charges** que les « patrons », font peser sur l'entreprise, ce sont **les dividendes distribués** aux actionnaires, propriétaires du **capital**, qui **ne sont pas réinvestis dans l'entreprise**. Véritables *charges que les actionnaires décident de faire peser sur la compétitivité des entreprises quand ils décident du revenu* qu'ils s'attribuent.

Autre illustration de communication manipulatrice :

Il faut diminuer les **charges patronales** parce que « *le taux d'imposition est trop élevé en France* », parce que les « *français paient trop d'impôts et que ça pèse sur leur pouvoir d'achat* ». Or, les retraites **ne sont pas financées par l'impôt** mais par les cotisations sociales des travailleuses et des travailleurs

Ce *discours* crée la confusion entre les **cotisations sociales** (revenu des travailleurs et des travailleuses) et **l'impôt** (part de la valeur-ajoutée que l'État s'approprie et redistribue)

L'entourloupe de communication suprême :

« *Il faut diminuer les charges sociales (leur revenu socialisé) que paient les salariés, pour redonner du pouvoir d'achat aux français* » ce qui concrètement signifie :  
« *Il faut diminuer le revenu des travailleurs pour augmenter leur pouvoir d'achat*. »

- **L'exonération des charges des entreprises**, est un moyen privilégié pour diminuer la part de la valeur-ajoutée qui revient aux travailleuses et aux travailleurs. C'est à dire leurs **revenus**. Elle contribue à **diminuer le budget de la protection sociale** et permet de justifier le discours : « *La France n'a plus les moyens de financer la protection sociale* »<sup>21</sup>

- **Contourner la démocratie**

Pour atteindre le but recherché, les gouvernements sont amenés à détourner la démocratie par différents moyens.

- ✓ **Diviser**

- faire passer la réforme, par des *attaques différenciées* :
  - **diminuer le revenu** des retraités (Balladur)
  - **diminuer le nombre des ayant-droit** à la retraite (Sarkosy)

<sup>19</sup> voir : **voir le tableau annexe 2**. (salaire socialisé ou salaire différé)

<sup>20</sup> Les **cotisations sociales** sont prises sur la **valeur-Ajoutée par le travail** du salarié, elles ne sont pas prises sur les **revenus des patrons**.

<sup>21</sup> voir p10 *La réforme Macron dans la continuité des réformes néo-libérale*.

- *et par tranches de populations ciblées.*
  - Le passage de 37ans1/2 à 40 ans de cotisation
    - *Fillon* en 2003, fait, pour les fonctionnaires,
    - ce que *Balladur* a fait dix ans plus tôt pour le régime général (1993)
- ✓ **Étaler les effets dans le temps**
  - Balladur (1993): le passage de 37ans 1/2 à 40 ans s'étale sur 14 ans (1 trim de + par an)
  - Rapport Delevoye : ça prendra complètement effet en 2040 « *ça ne change rien pour vous* »
- ✓ **Réprimer** les résistances populaires
  - Le droit de manifester **intimidation** et **violence de la répression policière** : yeux crevés, mains arrachées, hospitalisation... (même en 1968 on n'a pas eu un tel bilan)
- ✓ Faire passer les décisions
  - Pendant **l'été** quand la mobilisation des opposants est plus difficile (Pompidou en 1967, Macron en 2020)
- ✓ Par **ordonnance** : S'appuyant sur une majorité docile (« godillot » Pompidou en 1967) Cela coupe court aux débats parlementaires qui mettent à jour les contradictions et aux amendements qui pourraient limiter la portée de la réforme.

## La réforme Macron dans la continuité des réformes néo-libérale.

Au niveau des visées, la réforme **Macron** est dans la continuité des réformes précédentes. Son but ultime est toujours d'**offrir au marché privé** ce que le droit à une retraite par répartition donnait aux travailleurs et aux travailleuses. Il s'agit toujours de **faire disparaître le droit à un revenu lié au travail**, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, pour ouvrir le marché des assurances privées et aux capitaux.

La loi de finance du budget et celle de la Sécurité Sociale de 2020 sont explicites.

- *L'article 9 de la loi de finance du budget dit 2020: « La sécurité sociale prendra à sa charge le financement des mesures d'urgence en faveur du pouvoir d'achat ».* En clair c'est la sécu (c'est à dire les salarié.e.s) qui vont payer les 4,5MM de réduction d'impôts que l'État a été obligé de lâcher aux Gilets Jaunes.
- Et, nouveauté : la loi de financement de la Sécurité sociale par son *article 3*, institutionnalise la non-compensation par l'État des réductions de recettes qu'il impose à la Sécu. Cette compensation est pourtant inscrite dans la loi Veil de 1994.

En 2020, par plusieurs mesures<sup>22</sup>, l'État prive la Sécurité Sociale d'environ 11 Md d'€. Il finance son budget en se servant dans les entrées d'argent des cotisations sociales. Il crée un déficit de la Sécu, pour livrer notre santé et notre vieillesse à ses marchés financiers.

---

22 - la réduction des cotisations dues à la Sécurité Sociale par les entreprises  
- transfert à la Sécu de charges l'État pour réduire le déficit du budget.  
- la non-compensation des cotisations et des réductions de CSG.

Voir l'article **Assassinat de la Sécurité Sociale par Macron** blog d'Edmond Harle sur Médiapart

## La réforme Macron dans un contexte radicalement différent

### Le contexte de 2019-2020

- **Les interrogations nouvelles du capitalisme**

Suite à la crise financière de 2008, le capitalisme lui-même s'interroge sur la pertinence de poursuivre le modèle néo-libéral, qu'il a initié il y a 40 ans.

- Il a permis une augmentation des profits<sup>23</sup> et la concentration du capital dans les mains d'un petit nombre<sup>24</sup>, mais la mondialisation devait relancer un cycle économique, comme celui des 30 glorieuses, et 40 ans après, il constate que ça ne s'est pas fait.

Ce modèle a des effets négatifs dangereux.

- Les *politiques d'austérité* imposées par les États, ont permis une redistribution de la valeur-ajoutée au profit du capital, mais elles ont conduit à la diminution du pouvoir d'achat ( consommation ) du grand nombre. Elles n'ont pas permis de régler le chômage de masse. Le « ruissellement » prévu ne vient pas.

- Même les faibles taux d'emprunt accordés par les Banques centrales ne permettent pas de redémarrer l'investissement

- et le FMI en vient à interpellier les États pour limiter les politiques de rigueur dans certains cas. Une instabilité trop grande risque de compromettre l'édifice capitaliste.

- *La finance non contrôlée*, la spéculation et les crises financières qu'elle engendre risquent de tout lui faire perdre. ( Les milieux financiers eux-mêmes souhaitent plus de régulation )

- Les *discours justificatifs [sur les bienfaits de la mondialisation]* entendus depuis une trentaine d'années ne passent plus. La majorité des citoyens perçoivent d'avantage les inconvénients d'une économie dérégulée que les bénéfices de cette organisation.

- *Après un temps de sidération* (à la « *Il n'y a pas d'alternative* » de Thatcher et le sentiment général qu'on ne peut rien faire) des *mouvements de résistance s'organisent* un peu partout en Europe ( Grèce, Espagne, France... ), dans le monde (au États-Unis **Occupy Wall Street...** ) . Elles prennent des formes nouvelles et remportent des victoires comme à Notre Dame des Landes, comme les 17 milliards que le gouvernement a dû lâcher aux Gilets Jaunes, comme dernièrement EuropaCity à Gonesse.

Dernier point et non des moindres :

- *le réchauffement et les dérèglements climatiques visibles, nécessitent de repenser le contrat social*. Mais cela ne peut pas se faire sans remettre en cause les inégalités sociales et revoir en profondeur l'organisation sociale. On ne peut pas demander au grand nombre de changer de comportement et laisser les plus pollueurs continuer sans vergogne.

- **La situation française de 2019**

- Le mouvement des Gilets Jaunes a complètement déstabilisé l'approche « jupitérienne » du gouvernement. Voilà un mouvement d'ampleur, complètement imprévu ( par sa forme et sa durée),

---

23 En 1980 80 / 20 , en 2000 70 / 30

24 Les 8 % des plus riches disposent de 50 % de la richesse mondiale.

conduit par des acteurs qui n'ont pas l'habitude de se mobiliser, qui n'utilisent pas des formes d'actions et de négociations que les gouvernants savent gérer (≠ syndicats ouvriers ou paysans )

- Les politiques visant à libéraliser les services publics conduisent à des situations de tensions très fortes dans les hôpitaux, les écoles, les universités, la SNCF, la justice... et même entre les collectivités territoriales et l'État.

- Le gouvernement a lâché 17 milliards, aux Gilets Jaunes, mais il sait qu'il n'a rien réglé et que le feu couve dans plusieurs secteurs...

\* \* \*

C'est dans ce nouveau contexte que **Macron** doit mettre en œuvre sa réforme

- Le Jupitérien Macron est descendu du ciel. Il a conscience que sa réforme peut déclencher une révolte populaire qu'il ne pourrait pas maîtriser<sup>25</sup>.

- Aussi, la réforme qui devait passer au Parlement au dernier trimestre 2019 est reportée en juillet 2020, ( après les municipales et pendant l'été )
- D'ici là, il organise un deuxième tour de « négociations » pour
  - chercher à désamorcer la colère sociale,
  - se trouver de nouveaux alliés et
  - évaluer « *Jusqu'où ne pas aller trop loin.* »

---

25 Mai 68, c'est moins d'un an après les ordonnances de la Sécu de l'été 67